

MILA

La wilaya au secours
de l'APC

Et si Mila n'était pas une commune chef-lieu de wilaya ? Immanquablement la situation aurait été plus dramatique ! Voir Mila de nos jours, on aura du mal à croire que le village... pardon la ville, traîne déjà derrière elle 22 longues années d'existence en tant que chef-lieu de wilaya, mais aussi et surtout un lieu, une richesse civilisationnelle, historique et patrimoniale millénaire, témoin de civilisations plurielles les plus prestigieuses, Mila est passée au statut de ville fourretout, la décadence l'enfonce dans un état sordide constituée d'une succession de cités "mouroirs" anarchiques, lugubres, obscures et sales. La ville offre l'aspect d'une bourgade de très mal prise en charge, sans attrait urbanistique, encore moins esthétique, architectural ou environnemental, digne d'une agglomération de ce rang administratif. C'est qu'à Mila, une question "pertinente" continue de hanter les esprits : qui fait et qui doit faire quoi ? Qui est responsable d'une telle situa-

tion et qui ne l'est pas ? Au fait, à qui incombe la charge de la gestion de la ville, de la remise en état de la chaussée, des trottoirs, de l'entretien et de la réhabilitation des cités, du nettoyage de la voie publique, du ramassage des ordures de toutes sortes, de la réparation des fuites d'AEP et des défaillances du réseau d'assainissement, de la remise en état de l'éclairage public, de la lutte contre les constructions anarchiques et illicites, contre le bétail qui déambule librement dans la ville ? Que faire et à qui se plaindre, se demande le citoyen devant le tableau cauchemardesque que dégage le triangle constitué des cités 500-Logements, Boutout et Bensalah, des cités abandonnées, livrées à leur sort et à une dégradation effrénée du cadre de vie et d'hygiène publique. Les habitants de ces cités ne cessent de tirer la sonnette d'alarme, eux qui subissent de plein fouet l'inconfort, les aléas et les conséquences néfastes de l'anarchie qui règne au niveau du marché bihebdo-

maidaire, imposé par une APC qui ne voit en ces lieux qu'une source de revenus qui rapporte des centaines de millions, mais qui ne bénéficie, paradoxalement, pas du moindre dinar, pour l'entretien ou la mise en état des lieux. Autant de facteurs et de paramètres qui influent négativement et sur le quotidien des citoyens et sur le devenir de l'agglomération. Conscient de cet état de fait et prenant à son niveau une série de mesures allant toutes dans le sens d'une réelle prise en charge des affaires de la cité, Djamel Eddine Salhi, wali de Mila, tente de prendre les choses en main.

Désormais, c'est lui et son exécutif qui devront faire le "ménage". Réhabilitation par-ci, aménagement, amélioration urbaine et équipement par-là. Ainsi, la mise à niveau de la ville de Mila, en tant que chef-lieu de wilaya, passera inéluctablement par la touche de la DUC, du DLEP, du DHW, du DTP, du DJS, directeur de la culture, de l'industrie et de l'énergie, de la poste et

télécommunications, de l'OPGI. Bref ! Des services déconcentrés de l'Etat en l'absence des responsables municipaux qui ne semblent pas encore saisir la portée de leur mission, pour ne pas dire autre chose. Occupés qu'ils sont par la gestion de leur équilibre interne, leurs divergences et leurs conflits au quotidien.

Même l'opération menée par l'association des amis du vieux Mila, qui consiste en la tentative de réhabilitation de l'antique Milev, une initiative salutaire soutenue par le wali, appuyée par le DUC, ne semble guère concerner les responsables municipaux, c'est à se demander si cette cité patrimoine se trouve effectivement sur le territoire de la commune de Mila. Comme l'a si bien souligné le professeur Seghni, président de ladite association, lors de la tenue du colloque ayant pour thème : "Mila à travers l'histoire", qui s'est déroulé en l'absence totale des élus locaux.

A. M'haïmoud

JIJEL

15 milliards de dinars pour la mise
à niveau de la wilaya

De l'avis de tous c'est "une métamorphose perceptible à vue d'œil" qui s'opère dans la wilaya de Jijel depuis près de deux années. Les efforts consentis "sans relâche" par les autorités de la wilaya pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens ont permis d'amorcer une formidable dynamique de développement tous azimuts dans la région. Les bienfaits de la prise en charge effective d'un certain nombre de dossiers et de problèmes commencent à peine à se faire sentir par la population. L'impulsion de cette dynamique, c'est faite par l'injection de moyens financiers colossaux dans différents secteurs pour les rendre plus performants. Pour l'instant c'est une mission presque réussie pour le staff technique de la wilaya qui a ouvert des centaines de chantiers et redynamisé autant au quatre coins de la région. Et pour rattraper le retard cumulé au fil de la dernière décennie, un apport financier et matériel de l'Etat est plus que demandé pour une wilaya vivant l'enclavement et le sous-développement. Sa mise à niveau passe par la mise en œuvre d'une stratégie de développement réfléchi susceptible de hisser Jijel au rang des villes développées. En

ce sens, un montant de plus de 15 milliards de dinars a été alloué à la wilaya au titre de la loi de finances complémentaire 2006 pour la réalisation de projets d'utilité publique. Le secteur des travaux publics s'est taillé la part du lion avec plus de 9,8 milliards de dinars. Ainsi pour les besoins de l'évitement sud de la ville de Jijel sur 14,5 km, une enveloppe de 1,1 milliard de dinars a été dégagée pour ce projet qui dormait depuis plus d'une décennie dans les tiroirs des bureaucrates. La réalisation d'un port de pêche et de plaisance à El-Aouana, l'étude et l'aménagement du CW132 entre Béni-Belail et Oued Z'hour, en plus de la route entre Oued Mencha et El-Achouer sur 9 km, ainsi que la modernisation de la RN43 sur 13 km font parties des projets inscrits pour lesquels plus de 3 milliards ont été alloués. Quant au secteur de l'éducation, il n'est pas en reste puisqu'il s'est vu octroyer une enveloppe de pas moins de 1,3 milliard de dinars.

Ainsi il est projeté de faire de cette cagnotte l'étude, la réalisation et l'équipement de 3 CEM, 5 lycées, 8 cantines scolaires et autant de demi-pensions. L'état de délabrement de bon nombre d'écoles a pous-

sé les pouvoirs publics à l'inscription d'une série d'opérations pour l'aménagement des établissements scolaires qui nécessitera une enveloppe de 6,9 milliards de centimes. D'un autre côté, l'enseignement supérieur a bénéficié quant à lui de plus de 1 milliard de dinars destiné à l'étude et la réalisation d'un centre de recherche, d'un auditorium, d'une bibliothèque centrale et d'un rectorat au niveau du pôle universitaire de Tassout d'une capacité de 18 000 places pédagogiques qui voit pousser ses tentacules chaque jour un peu plus. Pour le raccordement de ce dernier au réseau AEP et la réalisation de travaux d'assainissement, 250 millions de dinars ont été alloués au secteur de l'hydraulique pour l'entame de ces deux projets dans les meilleurs délais, à savoir avant le début de l'année universitaire 2006/2007. La rénovation du réseau AEP sur l'axe du chef-lieu de commune d'El-Aouana-Timisert et le renforcement de l'AEP du quartier Laâkabi ont bénéficié d'enveloppes financières conséquentes pour la prise en charge de ces deux problèmes. Des actions sont prévues pour les secteurs de l'environnement et des forêts.

F. M.

SKIKDA

OPERATION EBOUEURS
DES PLAGESElles croulent
sous le plastique

Une opération éboueurs des plages a été initiée par Sonelgaz et la Chaîne III au niveau de Château Vert, jeudi, avec l'implication de l'association Ecologica.

Cette louable initiative s'est soldée par la collecte de près de 40 sacs en plastique de débris de verre, de canettes et du plastique en général. Son objectif principal est de contribuer d'une manière effective et collective, d'où la sollicitation des citoyens, au nettoyage des plages en prévision de la saison estivale.

Etendre cette action à d'autres plages dans les prochains jours n'est pas à écarter. La tâche est ardue au vu des nombreuses plages de la ville, du manque de civisme et du peu d'empressément des instances compétentes à apporter un toilettage approprié. Trois facteurs qui pourraient poser problème.

ESPACES VERTS

"Une plante
à chaque balcon"

"L'importance des espaces verts" est le thème d'une exposition d'une semaine, du 29 mai au 5 juin, qui se tient respectivement au Centre d'information et d'activités de jeunesse (CIAJ), place 1er-Novembre, et à l'auberge de jeunesse de la cité des Frères-Saker. Une action de l'Association scientifique des universitaires de Skikda et de l'entreprise de nettoyage Netral.

Placée sous le slogan "Une plante à chaque balcon", cette démarche a pour objectifs multiples, la sensibilisation des citoyens sur l'importance des espaces verts en milieu urbain, et ce, à travers la redynamisation du rôle des médias et des mosquées, l'implication des comités de quartier dans des opérations de désherbage, la création de clubs verts dans les établissements scolaires, le lancement de projets liés aux espaces verts, l'incitation à de nouvelles approches en matière d'aménagement des espaces verts et contribution à un meilleur essor touristique.

Au programme, des conférences-débats, des sorties sur site, des projections vidéo, des expositions... Des concours récompensant le meilleur balcon orné par des plantes et de la meilleure entreprise spécialisée dans les espaces verts seront lancés dans un souci d'encouragement. Des opérations de nettoyage des cités de Bouabaz, Stora et la rocade Houari-Boumediène seront initiées avec le concours des comités de quartier.

Les concepteurs de cette idée, l'association sus-citée à travers son atelier "environnement et nature", créé en 2004, et l'entreprise de nettoyage, opérationnelle depuis 1990, ambitionnent d'inaugurer le cycle des "printemps de Skikda" à compter de cette année.

L'université
aux abonnés absents

L'université du 20-Août-55 de Skikda, pôle académique et scientifique par excellence, est confrontée à un épineux problème qui s'ajoute à ceux qui existent déjà. En effet, presque toutes les lignes téléphoniques sont en dérangement et pour joindre les différents responsables, il n'y a qu'un seul lien possible, le mobile. Certains sont réticents à l'idée de communiquer leur numéro, on peut imaginer alors l'isolement de ce secteur stratégique supposé ouvert à tous.